



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€



Avortement libre et gratuit

Massacre à « Charlie Hebdo » **PAGE 3**



Barbarie, massacre, carnage, scène de guerre... on ne va pas reprendre tous les qualificatifs qui fleurissent dans l'ensemble des médias sur la tuerie perpétrée à Charlie Hebdo, mais le mot horreur les résume à peu près tous. Horreur de voir que, de nos jours, on utilise des balles contre un crayon et du papier. Écoeurement devant les réactions nau-séabondes qui n'hésitent pas à faire des amalgames douteux. Et que dire devant le bal des faux-culs de tous ces chefs d'État voulant se faire passer pour des défenseurs de la liberté d'expression? Déjà la belle défense de cette dernière s'accompagne de réserves à peine voilées: on peut rire de tout, mais pas de la religion; d'aucune religion; et on sent bien depuis un bout de temps que, dans une partie de la population, certains regrettent qu'il n'y ait pas en France une loi interdisant le blasphème, comme c'est le cas dans d'autres pays, comme ça l'était dans le nôtre avant la Révolution de 1789. Chaque religion ayant ses fous de Dieu, la liberté d'expression est encore et toujours attaquée. Et de la liberté d'expression à la liberté tout court, la distance est courte. Gare aux mesures d'exception qui peuvent rapidement déboucher sur des lois scélérates. Gare aux appels à la haine contre telle ou telle communauté. Religion, État, l'absolutisme couve toujours, tapi dans l'ombre. Contre la liberté de la presse, d'opinion, d'expression, c'est la guerre? Ça l'a toujours été. Alors ne baissons pas la garde, plus que jamais, ni dieu ni maître.

Actualité

Charlie, t'iras pas au paradis, par J.-D. Gautel, page 3

À bas l'obscurantisme, par Gpe Emma-Goldman, page 4

Charlie Rojava, par P. Pelletier, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 9

Arguments

La bataille de l'avortement, par Hélène, page 10

IVG: où sont les hommes? par E. Claude, page 15

Une gagnée, une en cours, par Élisabeth, page 16

Avortées clandestines, par Hélène, page 17

International

Festival mondial des résistances, par Guillaume, page 18

Intervention de la FA au Festival, par FA, page 20

Daesh, la construction d'un mythe, par P. Sommermeyer, page 21

Le mouvement

Fusillade à «Charlie Hebdo», par FA, page 22

Illustrations

Aurelio, Krokaga, Kalem, Nemo

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Charlie, t'iras pas au paradis



« Tu peux serrer une abeille dans ta main jusqu'à ce qu'elle étouffe, elle n'étouffera pas sans t'avoir piqué, c'est peu de chose, mais, si elle ne te piquait pas, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'abeilles. » Jean Paulhan.

« J'ai dit à ma femme: tu jetteras les cendres dans les toilettes, comme ça je verrai tes fesses tous les jours. » Georges Wolinski (28 juin 1934-7 janvier 2015).

ILS ONT OSÉ. Ces sinistres cons osé. J'éprouve toujours un certain plaisir à écrire dans *Le Monde libertaire*, une manière de jubilation, une façon de faire le vide et de goûter la solitude. Mais aujourd'hui c'est un peu plus compliqué. C'est compliqué et décousu parce que trois ou quatre salopards nous ont tué Cabu qui n'aurait jamais fait de mal à une mouche, nous ont tué Wolinski qui m'agaçait toujours un peu, nous ont tué Charb qui s'appelait Charbonnier comme tout le monde, nous ont tué Oncle Bernard qui était venu à Radio libertaire il y a quelques années déjà, et puis les autres aussi. Qui n'avaient rien demandé à personne.

C'est compliqué parce qu'il ne faut surtout pas sombrer dans l'islamophobie ambiante, parce que les moments de deuil sont plus propices à l'émotion, cette salope de peste émotionnelle, qu'à la raison, c'est compliqué parce qu'au bout du compte les larmes de crocodile de tous ceux et de toutes celles qui auraient bien aimé voir crever *Charlie Hebdo* n'ont pas fini de couler. Évidemment qu'il y en a qui se seraient réjouis de voir disparaître ce canard, pas comme ça j'imagine, mais ils auraient été bien contents quand même. N'oublions pas que Charlie est né des cendres de Hara-Kiri, lui-même étranglé, après moult tracasseries, par le pouvoir démocratique de l'époque, bien sûr obsédé de la totale liberté d'expression.

Il s'agit encore de défendre la liberté contre l'obscurantisme, il s'agit de rassembler pour hurler notre profond dégoût, notre écoëurement, notre malheur de voir ainsi partir les belles forces de l'impertinence, de l'insolence, de la joie de se moquer de la façon la plus féroce et peut-être aussi la plus intelligente. La nécessité de se serrer les coudes est une fois encore flagrante. Il est impérieux de ne pas laisser faire. Mais sur ce coup-là j'enfonçe sans doute une porte ouverte.

« Il m'est impossible de mettre une idée devant l'autre depuis que j'ai appris la nouvelle, il y a une heure ou deux. J'ai l'impression d'avoir reçu un immeuble de six étages sur la tronche. À mon âge, j'avais déjà eu l'occasion de perdre quelques bons copains, Chaval, Tetsu, André François, Ronald Searle... et d'autres! Mais quatre d'un coup, Tignous, Wolinski, Charb, Cabu... assassinés par des fous, des malades. Trop c'est trop, c'est insupportable, c'est abominable... C'est inhumain. Y'a pas de mots pour décrire mon effondrement, ma peine. » (Siné.)

Alors c'est vrai, c'est nunuche et c'est comme ça, aujourd'hui ce sont le silence et le recueillement qui s'imposent. Mais du plus profond de ma conscience et jusqu'aux tréfonds de mon âme, sachez fous furieux, attardés mentaux, que je vous conchie et que je vous méprise de toutes mes forces.

Même pas peur. On ne gomme pas un dessin de combat. Leur génie créatif assassiné c'est

notre liberté que vous avez voulu abatte. Nous nous acharnerons à la faire vivre, à faire vivre notre droit au blasphème, notre liberté de conscience que l'on ne négociera jamais, nos principes inviolables de la laïcité. Tout ce qui fait que nous sommes debout contre la barbarie, contre les religions et toutes ces sinistres légions, enturbannées, ensoutanées dont on mesure une fois de plus les sinistres conséquences. Allez vas-y Marine. La ville est ouverte. Mais faits quand même attention à chaque carrefour!

Et bien oui ils sont morts au combat, au champ d'honneur, mon pauvre Cabu, oui nous avons froid, oui nous montrerons à nos enfants toutes leurs irrévérences salutaires, tout ce qu'ils ont fait de beau, de bon et de sain. Et nous exprimerons, à tout le moins, notre extrême méfiance face à ces Églises qui sonnent le glas (curieux comme toutes les Églises appréciaient secrètement Charlie), face à ce jour de « deuil national » et face à ce « rassemblement républicain » auquel prétend se joindre le FN. Non, Charlie ne sera jamais le « Journal officiel » et nous l'aiderons à vivre, pour notre plus grande santé mentale!

Allez salut!

Jean-Dominique Gautel

À bas l'obscurantisme et tous les fascismes !



LE MASSACRE qui vient d'avoir lieu ce 7 janvier à Paris est d'une extrême gravité. Cette attaque terroriste a malheureusement une signification éminemment politique : son but est d'imposer sa volonté par la force et la terreur, c'est-à-dire d'interdire et de dissuader toute critique, toute contestation, et même tout trait d'humour contre les dogmes religieux et contre l'idée de dieu même. Il importe pour nous, anarchistes, non seulement d'en déplorer les effets mais surtout d'en dénoncer les causes.

D'une part, une « crise économique » persistante qui frappe la population et dont profitent les capitalistes avec la complicité d'une classe politique corrompue et accrochée à ses privilèges.

D'autre part, la diffusion massive d'une idéologie obscurantiste qui nie la lutte des classes et la liberté de l'individu.

Le tout se déroule dans un contexte de division et de stigmatisation où les communautarismes, les particularismes et les concepts ethno-différentialistes progres-

sent et font le jeu du pouvoir et des populistes et réactionnaires de tout poil.

Nous mettons en garde dans ce climat de choc émotionnel contre toutes les manœuvres politiciennes. Celles qui visent à attiser les peurs et les haines sur fond d'un discours fantasmé sur la disparition d'une France envahie par les « étrangers » et les « barbus », tout comme celles qui, à droite comme à gauche et sur fond d'unité nationale factice, mettent en œuvre et accentuent des mesures sécuritaires et liberticides tout en privilégiant des relations troubles avec des États et des gouvernements finançant et soutenant ouvertement le djihadisme international et les mouvements les plus violents et les plus rétrogrades de l'Islam.

La tuerie à laquelle nous venons d'assister n'est qu'un des résultats dramatiques de cette situation qui a permis aux religions de redevenir un fait sociétal soit-disant respectable. Le retour de l'influence religieuse dans la vie politique et sociale est une réa-

lité : de la remise en cause de l'IVG aux ingérences dans les programmes scolaires, aux manifestations contre l'égalité des droits pour les homosexuel-le-s jusqu'aux tentatives d'interdire le droit au blasphème et au-delà toute critique des religions et des dogmes sacrés. Toutes les forces et volontés attachées à la pensée libre, au progrès social et humain doivent se mobiliser contre l'hydre obscurantiste.

Les religions sont des idéologies de soumission et de résignation, elles sont porteuses d'actes fanatiques et criminels, Voltaire l'écrivait déjà : « Ceux qui font croire des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités. »

L'émancipation des exploités ne sera jamais l'œuvre de partis politiques ou de religions, mais au contraire celle de leurs luttes solidaires et autonomes contre l'État, le capitalisme et toutes les religions.

Ni dieu ni maître !

**Groupe Emma-Goldam
de la Fédération anarchiste**

Charlie Rojava



Philippe Pelletier

*Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste*

Après l'émotion, quelle riposte contre le fanatisme et l'hypocrisie ?

Les fanatiques ont donc frappé. La population est indignée : non seulement par l'horreur, mais aussi parce que les caricaturistes de *Charlie Hebdo* faisaient partie de notre vie. Ils se seraient d'ailleurs probablement gaussés de tant de soudaine attention, puisque leur journal connaissait des difficultés financières. En outre, ils auraient probablement dénoncé l'hypocrisie de beaucoup. Mais ne parlons pas à la place des morts, et le peuple a raison de défendre l'impertinence ainsi que le rire.

En rester uniquement sur le terrain de la défense, certes incontournable, de la liberté d'expression ne suffit cependant pas. La campagne médiatique et le culte de l'émotionnel ne doivent pas brouiller le jugement en défigurant un contexte politique et géopolitique qui va bien au-delà d'une vengeance contre des iconoclastes ayant osé dessiner, et caricaturer, un supposé prophète. La nature de l'enjeu est confirmée par la réaction radicale de l'État français. Ses forces policières, en effet, n'auraient-elles pas dû chercher à prendre les tueurs vivants afin de les juger publiquement ? S'agit-il d'une guerre, doit-on accepter ce terme ?

L'intégration française : mais quelle intégration ?

Le 7 janvier 2015 n'a que quelques similitudes avec le 11 septembre 2001 américain : brutalité des actes, réaction populaire, dimension symbolique, contexte géopolitique... Mais les différences sont majeures. Gare à la dérive, surtout si l'on pense à ce que sont ensuite devenus les États-Unis (généralisation de la surveillance policière, paranoïa et hystérie de la société, Guantanamo, guerre en Irak, borborygmes et chaos au Moyen-Orient...).

La manœuvre qui est en train de se dessiner avec Hollande et les partis politiques est d'ailleurs claire : une union sacrée renforcée, c'est-à-dire très policière et très militaire, contre « le terrorisme », c'est-à-dire le terrorisme là-bas aussi, qui est né du chaos impérialiste... L'armée française n'est pas prête de quitter les pays étrangers, elle va même intervenir davantage.

Hollande se déploie avec doigté, il va remonter dans les sondages. Toujours aussi habile, Marine Le Pen souligne la nécessité de ne pas faire d'amalgame avec ceux des musulmans français qui sont bien gentils, tout en dénonçant l'union sacrée dont elle se prétend exclue. Mais, sur ce point, elle se

fait doubler par l'ancien trotskiste Cambadélis, copain et conseiller de Hollande, qui fait preuve de science tactique en déjouant sa tentative de victimisation. L'étau est en place.

Comme en 2001, les actes ont été commis au nom d'une religion, et avec une revendication politique contre une présence militaire dans les pays musulmans. Mais les bâtiments de caricaturistes ne sont pas ceux du World Trade Center, épice de capitalisme globalisé. Quant à Ben Laden et consorts, bien qu'aides par la CIA et le pouvoir états-unien du temps de la guerre en Afghanistan contre l'ennemi soviétique au nom d'Allah, ce n'étaient pas des citoyens américains.

À Paris, les tueurs sont français. Les frères Kouachi, deux orphelins, ont grandi dans un foyer. Bien qu'étant en Corrèze, ce ne devait pas être la joie tous les jours, mais ce n'était pas non plus le bidonville. Le cadet était titulaire d'un BEP en conseil audiovisuel électronique, l'aîné d'un CAP d'hôtellerie. Ahmedy Coulibaly, le troisième homme, a rencontré le précédent président de la République comme exemple d'intégration.

Les trois tueurs sont donc nés dans un pays dit civilisé et ont été scolarisés par la République. Leur langue maternelle était le français. Ce ne sont pas des barbares venus d'ailleurs ou de nulle part qui seraient radicalement distincts d'une supposée civilisation pure, propre et blanche, mais des concitoyens.

Au début de l'âge adulte, ils rencontrent des fondamentalistes musulmans. La spirale qui les amène jusqu'en prison ne fait que renforcer, durcir, cette relation. Mais qui ira réclamer sinon l'abolition de la prison du moins sa réforme : prison, école du crime ou de l'endoctrinement au lieu de la réinsertion ? Quant à Ahmed Merabet, le policier d'origine tunisienne abattu par l'un des frères Kouachi à quelques pas des locaux de *Charlie Hebdo*, avait-il été mieux ou moins bien « intégré » que ses tueurs par la même société française ? Quel est ce pays qui fabrique des tueurs et des policiers ?

La religion : une question politique et post-coloniale

Outrepassant l'analyse purement sociopsychologique, importante mais insuffisante, certaines voix ont réenclenché la rhétorique du « choc des civilisations » qui, concoctée depuis une vingtaine d'années par les experts du Pentagone, met en scène un affrontement entre l'Occident et l'islam. En désignant la France ou bien les mécréants français comme un ennemi en bloc, les fondamentalistes musulmans l'alimentent, même s'il n'est pas sûr que leur calcul de déstabilisation de la société française soit le bon.

Mais cette grille de lecture, qui ravit les pouvoirs, les démagogues ou les simples, est nuisible. Les plus habiles remplacent le terme

de « civilisation » par celui de « culture », comme Philippe Val parlant de « choc des cultures » lors du JT de France 2 le 7 janvier, mais, au fond, la problématique reste la même. C'est celle qui consiste à édulcorer la question sociale, économique et politique : c'est-à-dire la situation des jeunes prolétaires français issus du prolétariat immigré, lui-même issu des anciennes colonies françaises.

Il ne s'agit pas de nier les problèmes posés par telle ou telle religion, y compris dans les comportements sociaux. Il est d'ailleurs possible que l'évolution des trois tueurs soit une réaction vis-à-vis de leurs aînés : ces immigrés qui ont bossé en France dans les dures conditions du prolétariat, mais en courbant la tête, rabroués, en se niant quelque part ou en se faisant discrets, trop. S'y ajoute le souvenir d'une guerre d'Algérie mal digérée des deux côtés. La religion devient alors pour toute une génération d'hommes comme de femmes issus de l'immigration – comme on dit – autant une profession de foi qu'une affirmation identitaire, tant individuelle que collective.

C'est même une double réaction : contre les anciens, soumis, mais aussi contre une société qui n'offre guère d'avenir et qui les humilie souvent. La dignité compte parfois plus que telle ou telle situation économique.

C'est aussi une triple réaction pour les femmes qui, bien souvent, lors du passage à l'âge adulte, prennent le voile par un mélange complexe de conviction, d'affirmation de soi et de protection.

Une quadruple, enfin, contre le paternalisme : contre tous ces essayistes ou irresponsables politiques qui, sur les plateaux de télévision, demandent aux « musulmans de France » de clamer leur protestation « contre la barbarie », de dire que « ce n'est pas le vrai islam » et de « se rendre à la manifestation ». L'imam présent hoche alors la tête, acquiesce, fait tout comme il faut poliment...

Comment les descendants des colonisés ne se sentiraient-ils pas humiliés, même inconsciemment ? Comment n'éprouveraient-ils pas de la pitié ou du mépris vis-à-vis de leurs soi-disant représentants qui, comme l'esclave ou le domestique d'autre-

DES PROFS CONFINÉS DANS LES ÉCOLES SUITE AUX ATTENTATS



fois, dit docilement «oui sahib, oui missié, bien sahib, bien missié» ?

À chaque fois que les apôtres autoproclamés de la «civilisation» exercent ce paternalisme, c'est autant de futurs djihadistes qu'ils procréent, alors que, dans leur prétention, ils pensent lutter contre. À moins que, justement, le paternalisme n'arrive à cette perversité que de susciter ses ennemis pour mieux asseoir son pouvoir. À chaque fois qu'un ou une journaliste le laisse passer devant des millions de téléspectateurs, il et elle se font complices de ses conséquences proches ou lointaines.

Tous ces bien-pensants pratiquent en outre une injonction contradictoire mortifère. D'un côté, ils s'alarment contre un communautarisme musulman dont les risques et les dérives existent, et qu'il ne faut pas cacher. De l'autre, ils demandent quand même à cette prétendue communauté, fantasmée comme étant homogène et unie, de se positionner : en leur faveur qui plus est...

Peu importe quel est le dosage entre les différents facteurs dans la réaction identitaire, aucun scientifique, aucun pseudo-expert ne pourra décomposer cette alchimie. Mais une chose est sûre : il n'est pas possible de critiquer la religion mobilisée dans ces circonstances, l'islam, comme une partie de la bourgeoisie et du prolétariat ont critiqué le christianisme en France depuis les Lumières, la Révolution française et la séparation, en 1905, de l'Église et de l'État.

Une émancipation complexe

Au début du siècle dernier, il était coutume de croasser à la vue de prêtres en soutanes noires. De nos jours, il est tentant de faire de même à la vue des niqab, tchador et autres tenues symboliques d'obscurantisme. Mais la situation n'est pas la même. Il y a des différences majeures.

La réaction contre le christianisme a pris plusieurs siècles, et elle est partie de l'intérieur du pays. Marx a certes raison quand il disait que «la religion est l'opium du peuple», mais il ne faut pas oublier, comme l'a souligné Madeleine Pelletier un siècle plus tard, que «la religion console de la mort dans une certaine mesure» et que cette «inquiétude humaine est une réalité». Il faut aussi en tenir compte.

La réaction contre l'islam à l'intérieur des pays musulmans ne se déploie vraiment que de nos jours, à l'exception de la Turquie d'Atatürk et de quelques autres situations antérieures. Soulignons au passage que, comble de la confusion dont on paie chèrement le prix, des intellectuels de gauche comme Foucault ont apporté leur soutien à Khomeiny et à la révolution des mollahs iraniens au nom d'une commune dénonciation du supposé rationalisme occidental, discours que l'on retrouve d'ailleurs chez les écologistes profonds ou moins profonds.

CES FRANÇAIS CONVERTIS QUI SE RADICALISENT



Il serait indigne, et stupide, de demander aux peuples tunisiens et égyptiens, où le mirage de l'islam politique commence à se dissiper, de faire en quelques mois ce qui a demandé plusieurs siècles de l'autre côté de la Méditerranée.

Enfin, l'islam en France provient d'une situation post-coloniale qu'on ne peut pas occulter sous peine de se fourvoyer. Il est porté par des anciens colonisés, par leurs descendants, et il l'est au cœur de l'ancienne métropole dominatrice. Il ne peut pas être critiqué et combattu de la même façon que le christianisme local, sauf à générer des attitudes qui conduisent précisément aux massacres que nous dénonçons.

Le combat anti-obscurantiste doit en revanche être double : antithéocratique et anti-impérialiste.

Un combat antithéocratique

D'une part, il faut dénoncer l'impasse de tous les régimes théocratiques, qui s'affirment comme tels à des degrés divers (Iran,

Afghanistan mais aussi Vatican, Pologne dans une large mesure, Israël de plus en plus, la liste est longue...), montrer l'illusion des partis politiques qui se réclament d'une religion aux élections (que ce soient les Frères musulmans en Égypte ou la démocratie-chrétienne en Allemagne), et souligner qu'ils défendent non pas une belle idée mystique mais un pouvoir.

La campagne antithéocratique doit viser non seulement le fanatisme des fondamentalistes musulmans, mais aussi ceux des chrétiens homophobes ou traditionalistes, dénoncer la stupidité fratricide des Chiïtes ou des Sunnites, mais aussi, comme en Irlande, celle des catholiques et des protestants.

Plus profondément, au lieu de chercher Dieu – c'est-à-dire l'idée de Dieu : la transcendence, l'autorité, et donc la soumission – de façon paternaliste et post-coloniale à l'extérieur de la France, il faut balayer devant notre porte. Dans les vieilles sociétés industrialisées où les populations sont en

apparence laïcisées, Jésus a bien souvent été remplacé par Gaïa ou Dame nature. L'intégrisme de certains écologistes, leur intolérance ou leur sectarisme sont inquiétants. Pour moi, leur posture est fondamentalement religieuse.

Dans les comportements comme dans les idées, un fanatisme se développe. Or le fanatisme comme les sectarismes ont ceci de commun et de profond que ce n'est pas tant le contenu qui l'emporte, mais le contenant : la forme politique ou sociétale, la bande ou la secte. Même dans certains milieux apparaissent des appels à l'interdiction de manger ceci, de publier untel, ou de discuter avec un invité. Qu'on ne s'étonne pas si l'intolérance gagne de partout.

Dans la sphère écolo, par Alain Soral ou Alain de Benoist, la Nouvelle Droite se fait un chemin même dans la décroissance au nom d'une analyse radicalement fautive du capitalisme, d'une critique obscurantiste de la technique et d'une vision divinisée de la nature. Ces idées préparent le terrain à l'écocrature verte.

La lutte antithéocratique globale doit éviter le piège de l'islamophobie, qui se développe en France depuis quelques années et qui se durcira par une instrumentalisation des massacres à droite comme à gauche. Car, en réalité, l'islamophobie recouvre une xénophobie anti-arabe. Xénophobie et non racisme au sens strict car il n'y a pas – sauf groupuscules marginaux – de théories raciales sous-jacentes, contrairement au nazisme.

Si on se trompe sur ce point, on en revient aux clichés éculés et inopérants de la gauche antifasciste qui crie au nazisme alors que l'extrême droite est passée au stade post-fasciste en France : Marine Le Pen n'est pas Benito Mussolini et encore moins Adolf Hitler... Et cela ne revient pas à minimiser le danger.

La xénophobie vise non pas l'ethnie mais l'étranger, c'est-à-dire l'immigré, prêt à être jeté après avoir été embauché. Elle surdimensionne la question de l'immigration alors que, à l'échelle mondiale, les mouvements migratoires ne représentent que trois pour cent de la population mondiale. Trois pour cent !

Certes, localement, ce chiffre peut devenir relativement plus important. Mais quelles sont les causes des émigrations de la misère ou de la guerre ? Qui proteste contre la dictature syrienne tout en étant prêt à accueillir les réfugiés syriens ?

Un combat anti-impérialiste

D'autre part, il faut souligner la dimension impérialiste des conflits actuels. Ce sont des guerres menées par les anciens États du centre impérialiste, comme la France, mais aussi par les candidats à la reprise des nouveaux États nationaux décolonisés.

Le tiers-mondisme qui masquait un ali-
gnement soit sur le totalitarisme soviétique,

soit sur la démocratie impérialiste américaine, en couvrant des dictatures ignobles parfois plus sanguinaires que l'ancienne puissance coloniale, a fait faillite. Le socialisme étatique dont se paraissaient certains de ces pays du tiers-monde a sombré. Le panarabisme prôné par des régimes qui se proclamaient laïcs, tiers-mondistes et socialisants s'est transformé en de sordides dictatures et en nationalismes outranciers (Irak, Syrie, Égypte, Libye...). Les interventions armées de l'Occident dans ces différents pays ont créé un chaos interminable. Les frontières tracées au cordeau par les anciennes puissances coloniales au beau milieu de peuples et de territoires sont en train d'exploser. De nouveaux candidats à de nouveaux États apparaissent, comme Daesh.

La lutte antithéocratique globale doit éviter le piège de l'islamophobie, qui se développe en France depuis quelques années.

Les États existants, que ce soient les anciens colonisateurs (France, Royaume-Uni...), les anciens occupants (la Turquie ex-empire Ottoman) ou le grand shérif (les États-Unis d'Amérique) leur contestent cette prétention qui menace le savant échafaudage, et qui légitimerait la naissance d'un nouvel État dans la région comme la Palestine – dont Israël et ses soutiens occidentaux ne veulent pas : autre problème en suspens qui contribue à pourrir la situation.

Au Mali et au Tchad, le peuple touareg, par la stupidité des frontières héritées de la colonisation, a été divisé puis il a été poussé dans les bras islamistes par la bêtise des politiques françaises avec un régime malien complètement corrompu. Au prétexte des droits de l'homme, argument récurrent de toute l'histoire coloniale, l'État français y défend surtout, comme au Niger, les mines d'uranium pour alimenter le poison nucléaire en France ou ailleurs. Les interventions militaires de l'Occident dans les pays musulmans, soutenues, soulignons-le, par la gauche et par les écologistes, vise en réalité la défense du pétrole et des richesses minières.

Que vive le Rojava libertaire

Pour Al-Qaida et pour Daesh, dont se revendiquaient les trois tueurs fanatiques, comme pour leurs concurrents, c'est la guerre, car ce sont des États ou apprentis États. Leurs dirigeants manipulent les jeunes djihadistes jusqu'à la mort pour asseoir leur pouvoir, bien vivant.

Pour nous qui voulons l'émancipation, la liberté de réunion et d'expression, l'égalité économique et sociale, l'abolition de la théocratie, ce n'est pas une guerre, mais un combat, une lutte de classes. Ses contours sont relativement nouveaux car l'énergie révolu-

tionnaire ne se trouve pas dans les vieux pays industrialisés, fatigués et blasés, à moins que l'on ne considère les grands rassemblements en mémoire de Charlie Hebdo comme les prémisses des futures colonnes Durruti. En revanche, cette énergie se lève précisément dans les pays musulmans où le peuple doit se battre sur tous les fronts politiques, économiques, sociaux et religieux. Et l'une de ces luttes mériterait autant de minutes d'information médiatique que les événements récents : celle que le peuple du Rojava, à Kobané ou ailleurs, mène à la fois contre les islamistes et la dictature d'Assad, sur des bases libertaires.

Bien sûr, on peut être prudent vis-à-vis de l'évolution de forces politiques kurdes comme le PKK dont le leader marxiste-léniniste aurait découvert en prison les vertus du municipalisme libertaire de Bookchin, et que sa base aurait aussitôt approuvé. Mais des témoignages nous permettent de penser qu'il existe dans le fonctionnement et les objectifs du peuple du Rojava des dynamiques réellement libertaires, à commencer par la place des femmes, l'importance de l'instruction et le rôle des organismes de base. Le mouvement zapatiste au Mexique qui comprenait à l'origine des éléments marxistes-léninistes et maoïstes a bien su évoluer, contrairement aux Maobadis du Bengale ou du Népal.

À moins de se planter sur l'Aventin, il faut encourager toutes les dynamiques libertaires, au Rojava comme ailleurs. Soutenir la campagne de solidarité qu'a lancée l'Internationale des Fédérations Anarchistes pour le Rojava libertaire. Soutenir la première rencontre anarchiste méditerranéenne qu'elle organise prochainement avec nos compagnes et compagnons tunisiens, grecs, turcs, égyptiens, kurdes, et d'autres encore...

Demander, parce que nous habitons en France et que nous sommes juridiquement des citoyens et des contribuables français, que l'armée de l'État français quitte le Proche-Orient, le Mali et le Tchad, ce n'est pas satisfaire la revendication des trois fanatiques. C'est revenir collectivement et politiquement à une situation où notre discours antithéocratique et émancipateur pourra être crédible.

Soutenir le Rojava libertaire, contrairement au Daesh qui veut un nouvel État, c'est reconnaître que les peuples sont prêts à se réorganiser du bas vers le haut, y compris territorialement. Or l'État français penche du côté de l'État turc. Contre le régime d'Assad, il n'hésite pas à soutenir certains islamistes, quitte à pleurer hypocritement contre les quelques jeunes Français qui choisissent le djihad en Syrie au lieu d'être zadistes à Notre-Dame-des-Landes, Sivens ou Roybon, des luttes qui n'ont pas réussi à les attirer. En soutenant le peuple du Rojava et sa démarche libertaire, c'est la guerre entre États que nous refusons, c'est le choc des civilisations que nous rejetons, c'est la lutte sociale de classe que nous réaffirmons. **P.P.**

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

L'année 2015 commence bien

Du moins selon l'Insee qui affirme que le moral des ménages français s'améliore tout comme leur niveau de vie. Je me demande où ils vont chercher tout ça à l'Insee. Enquêtes? Sondages? Moi, on ne me demande jamais rien. C'est dommage, j'en aurais des choses à dire sur mon niveau de vie et mon moral. Mais non; rien, nada! J'en suis donc réduit à m'adresser à vous, chers lecteurs du *Monde libertaire*: non, mon niveau de vie ne s'améliore pas, et mon moral encore moins. Et vous?

L'année 2015 commence mal

La réforme ferroviaire, c'est parti. La SNCF commence par augmenter ses tarifs de 2,6 %. Et prévoit de diminuer ses effectifs (un millier de postes sont menacés de suppression en 2015). Cette année commence donc sur des chapeaux de roue pour la contestation sociale: la CGT Cheminots appelle à une manifestation à Paris le 29 janvier contre cette «réforme».

2015 commence comme 2014

L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes toujours d'actualité? Si le gouvernement faisait le mort depuis quelque temps sur le sujet, François Hollande dans la foulée de Manuel Valls s'est fait plus précis: «Ce projet est lancé depuis des années. Il est contesté (...) quand les recours seront épuisés, il sera lancé.» Aux oubliettes les enquêtes soulignant que ce projet datant maintenant d'un demi-siècle ne correspond plus à un véritable besoin pour la région et ne mérite pas la classification d'utilité publique? Il semblerait. Hollande ne veut pas lâcher le bébé d'Ayrault? Les zadistes non plus ne lâcheront rien et le lui feront savoir.

L'année 2015 s'annonce bruyante

C'est une étude Ipsos qui nous l'affirme: plus des trois quarts des 15-30 ans écoutant de la musique ont déjà ressenti des troubles auditifs dus à «une exposition excessive aux sons forts». Remède: porter des bouchons d'oreille pendant les concerts... Au gouvernement, peu de 15-30 ans, mais tous semblent utiliser des bouchons d'oreille; pas pour les concerts, mais sans doute pour ne pas entendre les protestations qui s'élèvent contre sa politique économique, et les manifestations qui éclatent ici et là.

Météo syndicale



LA SEMAINE DERNIÈRE, l'actualité sanglante a quasiment occulté les gesticulations feutrées de Montreuil. Entendez par là que le chef de file des syndicats représentatifs débattait à huis clos de ses divers problèmes. Comme pour le grand scénario de l'union sacrée et du deuil national pour les dessinateurs de Charlie, dans l'antre/bunker de la CGT il y avait du surréalisme! Ou plutôt un grand numéro de bilto/prestidigitation. Un coup le bruit courait que le secrétaire encore actuel Thierry Lepaon était sur le point de rendre son poste, puis tout le bureau confédéral...

Tout cela était à l'unisson de ce qui avait été écrit dans la presse de gauche: «Les amis de la CGT, les progressistes suivent avec inquiétude cette crise et la pression médiatique qui l'accompagne, en espérant une résolution qui préserve et renforce un outil sans lequel il serait bien difficile d'envisager de résister à l'offensive patronale.»

Mardi de la semaine dernière il refusait encore de démissionner «formellement» et puis... «Il y aura un nouveau secrétaire général de la CGT la semaine prochaine», a-t-il été déclaré officiellement. Thierry Lepaon a donc finalement choisi de démissionner. Une nouvelle commission exécutive (CEC) sera convoquée le 12 janvier, la veille du CCN qui réunira les secrétaires généraux des 33 fédérations et 96 unions départementales.

Mais c'est là que le bât blesse (pour rester poli!) car c'est encore Thierry Lepaon qui a les rênes en main. Il présentera donc la future direction confédérale à la CE du 12, puis au CCN du 13¹.

Rebelote pour le surréalisme de la situation. Il y a une crise majeure à la CGT et le secrétaire que l'on voudrait toutes et tous voir déguerpir, s'accroche à son maroquin doré en utilisant toutes les ficelles du système confédéral. Un congrès confédéral extraordinaire devra être exigé pour nettoyer les écuries d'Augias!

Il semblerait, enfin, que cette situation désastreuse soit appréciée plus justement par les autres syndicats, bien que pour la CFDT le silence radio soit de mise. À la SNCF il y aurait bien besoin d'unité syndicale. En effet le budget 2015 a suscité une réaction unanime des syndicats de cheminots. C'est-à-dire un rejet en bloc au dernier comité central d'entreprise. Une manifestation est prévue le 29 janvier. Histoire de tester la solidité du front syndical!

Jean-Pierre Germain
groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. Tout cela peut sembler un peu incompréhensible. Encore une fois le pouvoir est maudit et avec lui tous ceux qui s'y accrochent.

La bataille de l'avortement

La liberté à corps et à cris

« Alors je dis que nous sommes dans une situation de désordre et d'anarchie qui ne peut plus continuer », voilà ce que disait Simone Veil lors de son discours du 26 novembre 1974 à l'Assemblée nationale. Oui, c'était l'anarchie puisque des militantes et des militants pratiquaient illégalement des avortements en convoquant la presse pour que cela se sache.

Hélène

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission Femmes libres sur RL

L'AVORTEMENT était déjà condamné par le pape au XVI^e siècle quel qu'en soit le terme. Il semblerait que la répression qui pesait sur l'avortement était fondée sur le souci de protéger les intérêts du père, le seul à disposer le droit de vie et de mort sur ses enfants. Au Moyen Âge, les théologiens chrétiens avaient fixé à 40 jours pour les garçons et à 80 jours pour les filles l'apparition d'une âme; l'âme des filles par la suite disparut. Pour la Constitutio Criminalis Carolina sous Charles Quint (loi qui donna aussi les fondements de l'Inquisition), la date d'animation du fœtus, donc la date du début de la vie, correspond au moment où la mère perçoit les mouvements dans son ventre. Si à la Renaissance apparaît la possibilité d'avortement médical en cas d'hémorragies graves, il n'en reste pas moins que l'avortement en France a toujours été prohibé par les religions et les États. En 1810, avec la création du code civil, le code Napoléon, l'article 317 condamne sans distinction : « Quiconque provoque l'avortement d'une femme enceinte avec ou sans son consentement aux moyens d'aliments, de drogues, de médicaments, par violences ou d'autres remèdes, est puni de prison. » Cependant l'emprisonnement était plutôt aléatoire et, après la grande boucherie de 1914-1918, il fallait repeupler la France. L'impôt du sang, le sang qui fut versé par les hommes dans les tranchées, s'abatit sur les femmes. Mesdemoiselles, voire Mesdames veuves, vous devez vous marier, avec les gueules cassées et les estropiés si nécessaire, et surtout faire des enfants!

Et pourtant le mouvement néomalthusien développait une propagande pour que chacun et chacune puisse assumer une sexualité épanouie et réfléchie. C'est vers la fin du XIX^e siècle que Paul Robin, militant anarchiste, et Octave Mirbeau, écrivain et journaliste, libertaire aussi, s'attellent à populariser les thèses néomalthusiennes, en opposition aux thèses natalistes et populationnistes de la période revancharde. Non seulement ils prônent la limitation de la natalité pour éviter les famines dues à la surpopulation mais ils font de cette

limitation des naissances un droit et un devoir humain. Mais ils appellent aussi à la « grève des ventres » afin d'éviter de produire de la chair à canon dont la bourgeoisie a besoin pour la prochaine guerre, mais aussi de la chair à travail qui favorise l'exploitation capitaliste ou encore de la chair à plaisir qui alimente la prostitution. C'est pourquoi ils militent pour un contrôle des naissances par les couples eux-mêmes, et font la propagande pour les moyens contraceptifs et l'avortement. Paul Robin crée en 1896 la Ligue de la régénération humaine qui sera dissoute en 1908. Jeanne et Eugène Humbert deviennent les principaux animateurs du mouvement et créent Génération consciente. Ils iront à plusieurs reprises en prison du fait de la propagande antinataliste développée. La journaliste anarchiste Séverine défend la grève des ventres le 9 avril 1922, car le gouvernement n'a pas à « se permettre d'allonger son nez dans les alcôves et à se mêler de ce qui s'y passe ». La répression s'abat sur les néomalthusiens. Le 4 juin 1921, Eugène Humbert est condamné à cinq ans de prison, le 21 juin, c'est Jeanne Humbert qui est condamnée à deux ans de prison et à 300 000 francs d'amende.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le déficit d'hommes de 20 à 40 ans provoque un important déséquilibre : 6 femmes pour 5 hommes dans cette tranche d'âge en 1921. L'arrivée d'une main-d'œuvre étrangère et coloniale, masculine pourtant, ne l'atténue que partiellement. La grande boucherie conduira à 1,3 million pour la seule France, soit 10 % de la population active masculine, et plus de 3 % de la population totale française. Alors ce sont les femmes qui trinquent avec le retour du bâton. La guerre fortifie la pensée sociale traditionnelle d'avant 14. La réponse est celle de contrôler le ventre des femmes et non d'en faire des citoyennes. En 1920, l'Assemblée nationale bleu horizon vote une loi interdisant l'avortement et la contraception, interdiction qui ne cessera d'être renforcée par la suite. En France, la loi du 23 juillet 1920 assimile la contraception à l'avortement.

Toute propagande anticonceptionnelle est interdite. Le crime d'avortement est passible de la cour d'assises. Cette loi « scélérate » sera modifiée et renforcée par la loi du 12 janvier 1923, l'importation d'articles anticonceptionnels est prohibée. Les jurys populaires se montrant trop favorables aux inculpé-e-s, l'avortement est désormais jugé en correctionnelle. Puis la loi de 1939, qui promulgue le code de la famille, renforce la répression. Des sections spéciales de policiers sont créées. Les tentatives sont punies comme les avortements. Les avorteurs sont très sévèrement condamnés. En 1941, ils peuvent être déférés devant le tribunal d'État. En 1942, l'avortement devient crime d'État. Pour l'exemple, Marie-Louise Giraud, blanchisseuse, accusée d'avoir pratiqué 26 avortements, est condamnée à mort et guillotinée en 1943. Plus de 15 000 condamnations à des peines diverses sont prononcées jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Libération ne remet pas en question l'arsenal législatif répressif, avec son corollaire de décès ou de mutilations provoqués par les avortements clandestins. Les procès auront lieu contre les avortées et leurs complices jusqu'aux années 1970. Toutefois, avocats et juges n'appliquent plus la loi dans toute sa rigueur. Cette longue période répressive, qui causa la mort de bien des femmes, ne prendra fin qu'à partir de la loi Neuwirth autorisant la contraception en 1967, et surtout la loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse en 1975.

En 1955, la sociologue Éveline Sullerot propose à la gynécologue Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé de fonder, avec l'aide du docteur Pierre Simon, une association de femmes pour promouvoir le contrôle des naissances et lutter contre les avortements clandestins. Le nombre d'avortements en France y est estimé entre 250 000 et 600 000 par an et provoque la mort de 250 femmes. Le 8 mars 1956, la Maternité heureuse est créée, cette association deviendra le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), en 1960, et a pour objectifs l'éducation sexuelle, la lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement et le contrôle des naissances en général, dans une optique féministe. Simone Iff, présidente du MFPF de 1973 à 1981, est décédée le 29 décembre dernier. Rappelons que c'est elle qui est à l'origine du slogan « Un enfant si je veux, quand je veux ». La loi Neuwirth, le 29 décembre 1967, suspend l'article 3 de la loi de 1920 qui portait sur l'interdiction de la diffusion de la contraception. Elle autorise la contraception, dont la pilule, mais avec de fortes restrictions. Les décrets d'application sont retardés jusqu'en 1972. Les mineures, moins de 21 ans alors, devront attendre 1975 pour être dispensées de l'autorisation parentale. La publicité reste interdite en dehors des revues médicales. La loi de 1920 n'est pas abrogée. Au niveau international, les luttes des femmes se développent et font bouger les lignes. Le 13 mai 1968, la Conférence interna-



tionale des droits de l'homme des Nations unies déclare dans son article 16 que « les parents ont le droit fondamental de déterminer librement et consciemment la dimension de leur famille et l'échelonnement des naissances » (Proclamation de Téhéran).

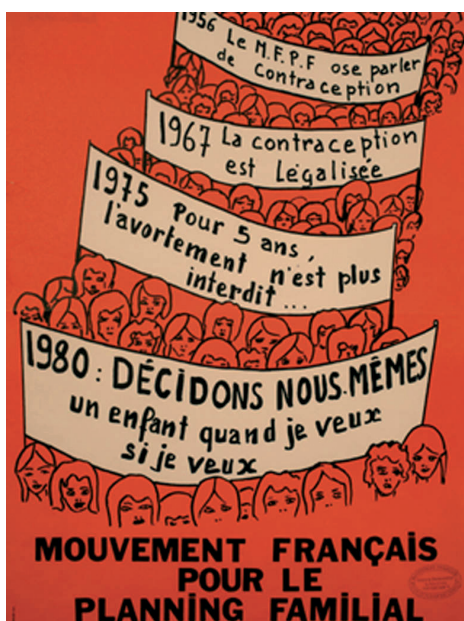
Mai 1968 apporte une effervescence qui permettra des contestations tous azimuts politiques et radicales : émergent alors les luttes contre les prisons, contre l'enfermement psychiatrique, contre le pouvoir des médecins, pour l'écologie, la liberté sexuelle, le féminisme, l'homosexualité... Les femmes prennent leur part pour rejeter l'organisation hiérarchique et se questionner sur la lutte des femmes et la lutte des classes.

Le 21 mai 1970, le groupe Femmes de l'université expérimentale de Vincennes organise un débat public sur l'oppression des femmes. Les quolibets machistes de leurs « camarades masculins » incitent les étudiantes à chasser ceux-ci de la discussion. Le 26 août de la même année, en solidarité avec les féministes américaines, qui organisent ce jour-là

une grève des femmes au niveau national pour le 50^e anniversaire du suffrage féminin, une dizaine de femmes viennent déposer une gerbe à l'Arc de triomphe à Paris avec ce slogan « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu... sa femme ! », ou cet autre « Un homme sur deux est une femme ». Sur les photos, nous reconnaissons Monique Wittig, Christiane Rochefort, Cathy Bernheim, Monique Bourroux, Frédérique Daber, Christine Delphy, Emmanuelle de Lesseps, Janine Sert, Anne Zélineski...

Très vite, les féministes se regroupent de manière diverse et expérimentent des réflexions sur la vie en couple, l'appropriation du corps des femmes par les hommes, le viol, la drague, l'homosexualité mais aussi comment combattre l'esclavage de la maternité, et que veut dire l'instinct maternel. Bien vite, il réapparaît indispensable d'autocontrôler sa fécondité et de disposer de moyens contraceptifs.

Le *Nouvel Observateur* publie le 5 avril 1971 le manifeste « Je me suis fait avorter » : 343 Françaises ont signé. Parmi elles : Stéphane



Audran, Cathy Bernheim, Simone de Beauvoir, Christine Delphy, Catherine Deneuve, Françoise d'Eaubonne, Marguerite Duras, Brigitte Fontaine, Antoinette Fouque, Gisèle Halimi, Bernadette Lafont, Violette Leduc, Ariane Mnouchkine, Jeanne Moreau, Bulle Ogier, Marie-France Pisier, Christiane Rochefort, Yvette Roudy, Françoise Sagan, Delphine Seyrig, Nadine Trintignant, Agnès Varda, Marina Vlady, Monique Wittig... Charlie Hebdo fait sa une la semaine suivante avec un dessin s'en prenant aux hommes politiques: «Qui a engrossé les 343 salopes du manifeste sur l'avortement?» Le manifeste débute ainsi: «Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre.» En Allemagne, l'hebdomadaire Stern intitule son édition du 6 juin de la même année «Wir haben abgetrieben!», («Nous avons avorté!»), signé par 374 femmes, certaines célèbres, comme les actrices Romy Schneider et Senta Berger. Si un million de femmes avortent chaque année en France, combien en meurent ou restent mutilées ou deviennent infertiles? Le 20 novembre 1971, la première marche en faveur de l'avortement a lieu à Paris, organisée par les associations féministes Choisir et le Mouvement de libération des femmes (MLF).

L'année suivante pour le 8 mars 1972, le gouvernement légalise le stérilet. Mais un événement bien plus médiatisé surgit avec le procès de Marie-Claire Chevalier, mineure de 17 ans, accusée d'avoir avorté clandestinement. En fait, elle a été violée par un garçon, et c'est lui qui l'a dénoncée au moment où il se faisait arrêter pour un larcin. Au tribunal de Bobigny, elle est défendue par Gisèle Halimi. Le 11 octobre 1972, elle sera relaxée. Sa mère sera condamnée pour complicité à de la prison avec sursis, mais dispensée de peine. En janvier 1973, le premier test de grossesse permettant aux femmes de faire elles-mêmes un diagnostic est en vente libre en pharmacie.

Nouveau coup médiatique: le 3 février 1973, *Le Nouvel Observateur* publie un autre manifeste, celui de 331 médecins défendant l'avortement dans lequel ils «s'accusent» d'avoir pratiqué, de pratiquer ou avoir aidé à pratiquer l'avortement. Les vannes sont ouvertes. Si des femmes connues, des médecins installés parlent ouvertement d'avortement, alors les conditions sont réunies pour que naisse un mouvement de féministes associées à la mouvance d'extrême gauche et de libertaires: en avril 1973, le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) est créé afin de promouvoir l'avortement libre et gratuit, en le pratiquant en France et en le proclamant

ouvertement. Il aide en outre les femmes à avorter à l'étranger. Pendant près de deux années, des groupes se constituent dans de nombreuses villes. L'apprentissage de la méthode Karman se fait très vite et dans des conditions d'hygiène bien meilleures qu'auparavant même si l'avortement par aspiration n'est pas effectué par un médecin. Dans le groupe du Mlac d'Alfortville par exemple, là où je militais, c'était un vétérinaire qui pratiquait l'avortement dans les toutes premières semaines de grossesse. En tant que mineure (la majorité était à 21 ans dans cette période) je ne pratiquais pas mais j'accueillais, renseignais, accompagnais les femmes qui venaient à la permanence. J'accompagnais certaines d'entre elles vers des médecins gynécologues pour des conseils de contraception ou vers la rue Buffon pour le départ en car vers les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne pour un avortement plus tardif. Mais nous avions aussi une activité sur le marché de la ville sous forme d'une bibliothèque publique. Car il nous semblait indispensable d'associer notre pratique de l'avortement à de l'éducation par le biais de livres féministes plus larges que les seules questions de contraception et d'avortement. Si les femmes veulent se réapproprier leurs corps, elles doivent comprendre le système patriarcal mais aussi capitaliste et religieux. Le livre du Collectif de Boston pour la santé des femmes, *Notre corps, nous-mêmes*, nous aurait été précieux s'il avait été traduit (Albin Michel, 1977 pour la version française) mais d'autres livres étaient aussi de bons supports.

Le 13 décembre 1973, l'Assemblée nationale examine un projet de loi du gouvernement Messmer, porté par le ministre de la Santé, Michel Poniatowski, autorisant l'interruption de grossesse «en cas de risque pour la santé physique, mentale ou psychique de la femme, d'un risque élevé de malformation congénitale ou d'une grossesse consécutive à un acte de violence». Le texte est finalement repoussé par 225 voix contre 212. Simone Veil entre au gouvernement comme ministre de la Santé, elle est chargée par Valéry Giscard d'Estaing de préparer le projet de loi, peu après son élection à la présidence de la République. Dès 1965, le droit à la contraception faisait partie du programme de François Mitterrand grâce au travail de persuasion opéré notamment par Marie-Thérèse Eyquem, mais pas encore le droit à l'avortement. En 1974, dans le milieu politique, la question était très controversée. Le vote à l'Assemblée nationale fait l'objet de débats houleux. Lors de son discours devant les députés, Simone Veil déclare: «Je le dis avec toute ma conviction: l'avortement doit rester l'exception, l'ultime recours pour des situations sans issue. Mais comment le tolérer sans qu'il perde ce caractère d'exception, sans que la société paraisse l'encourager? Je voudrais tout d'abord vous faire partager une conviction de femme - Je m'excuse de le faire devant cette Assemblée presque exclusivement composée d'hommes: aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement. Il suffit d'écouter les femmes.»

L'idée de Simone Veil était non seulement d'endiguer la mortalité des femmes mais aussi de rétablir l'ordre public car des « gauchistes » se targuaient d'actes illégaux au grand jour. C'était aussi de ménager les convictions religieuses et politiques. Parmi les 64 orateurs qui prennent la parole pendant les vingt-cinq heures de débats, les oppositions les plus virulentes viennent de son propre camp. La gauche approuve le principe du projet, mais plusieurs députés discuteront âprement ses modalités. Jean Foyer, député de la majorité de droite, monte à la tribune : « Le temps n'est pas loin où nous connaissons en France ces "avortoirs", ces abattoirs où s'entassent des cadavres de petits hommes et que certains de mes collègues ont eu l'occasion de visiter à l'étranger. » Un autre député de droite, Alexandre Bolo, pérore : « Vous instaurez un nouveau droit, celui de l'euthanasie légale. » « Comment osez-vous parler d'euthanasie à M^{me} Veil ! » lui répond Pierre Bourson, faisant implicitement allusion aux membres de la famille de Simone Veil gazés dans les camps de concentration. Encore un autre député de droite lance : « Écoutez les palpitations du cœur d'un petit être conçu le 4 octobre 1973 et enregistré quarante-neuf jours après. » Alors Emmanuel Hamel appuie sur la touche « play » de son magnétophone. Le président de séance lui rappelle le règlement : « Monsieur Hamel, vous n'avez pas le droit, à cette tribune, de faire entendre une autre voix que la vôtre. » La loi est adoptée quand même grâce à la presque totalité des votes des députés des partis de gauche et du centre, malgré l'opposition d'assez nombreux députés de la droite (mais pas de la totalité).

En même temps que le débat sur le droit à l'avortement, Simone Veil prépare un texte sur la contraception. Le 4 décembre 1974, la Sécurité sociale rembourse la contraception. Les mineures et les personnes non affiliées peuvent se la procurer anonymement auprès des centres de planification.

La loi Veil est promulguée le 17 janvier 1975, elle dépénalise l'avortement dans certaines conditions. Elle suspend partiellement l'article 317 du code pénal autorisant ainsi l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sous certaines conditions : jusqu'à 10 semaines de grossesse, avec une autorisation parentale pour les mineures, l'exigence d'une résidence de plus de 3 mois pour les femmes étrangères, l'introduction d'une clause de conscience pour les médecins, et ce pour une période probatoire de cinq ans. Pour la première fois, une loi est votée à durée limitée. D'autres suivront (mais très rarement), notamment les lois de bioéthique. La loi sur l'IVG est définitivement adoptée le 31 décembre 1979.

C'est une victoire pour les féministes et pour toutes les femmes mais l'acte n'est pas gratuit ni remboursé, et les oppositions de certains médecins se font jour en invoquant la clause de conscience. Heureusement que les médecins qui ont milité pour ce droit le défendent et des comités de surveillance de

l'application de la loi tentent de se mettre en place. Le nombre de mortes par avortement chute brutalement et descend à moins de 10 par an dès la loi Veil. Le nombre des avortements diminue puis se stabilise à 200-220 000 par an dont 15 000 mineures en 2013, et ce sur une période durant laquelle la contraception s'est développée : 82 % des femmes en âge de procréer utilisent un moyen contraceptif. 35 % des femmes auront recours à l'avortement au cours de leur vie. Afin d'obtenir le remboursement ou la gratuité de l'avortement, de nombreuses associations féministes et organisations syndicales et politiques appellent à manifester le 19 juin 1982. J'ai le souvenir d'un très beau cortège de la Fédération anarchiste à Paris. Le 31 décembre 1982, la loi, sous le ministère d'Yvette Roudy, institue enfin le remboursement par la Sécurité sociale de l'avortement et la mise en place des CIVG (centre d'interruption volontaire de grossesse et de contraception) dans les hôpitaux publics. Les opposants envoyaient à tous les parlementaires des fœtus en celluloïd sous enveloppe et Yvette Roudy reçut des milliers de protestations à tel point que les cartons de lettres obstruaient largement les couloirs du ministère.

Quant à la contraception, des progrès apparaissent, le dosage hormonal diminue, et le 19 avril 1982 la découverte d'une nouvelle méthode contraceptive ouvre la voie à la pilule abortive RU 486, permettant de faire des IVG médicamenteuses. Mais c'était sans compter la guerre entre les lobbys intégristes et les marchands pharmaceutiques, et un ministère de la Santé qui ne sait pas arbitrer. Il fallut attendre le 21 décembre 1990 pour que l'IVG médicamenteuse soit autorisée en milieu hospitalier. Et ce n'est qu'en 1987 que l'article de la loi de 1920 interdisant la publicité sur les préservatifs fut abrogé : il était temps compte tenu du nombre de personnes mourant du sida ! L'article 647 du code de la santé est conservé, interdisant toute publicité en faveur de l'avortement. Peu à peu l'état se desserre et la publicité sur les contraceptifs est autorisée en janvier 1991. Et le 1^{er} juin 1999 la contraception d'urgence (pilule du lendemain) est en vente libre dans les pharmacies.

À ce stade, l'IVG est remboursée, mais des restrictions au droit persistent, la contraception est diffusée, mais pas toujours remboursée. Et bien c'est déjà trop ! Les intégristes de tout poil s'en prennent aux CIVG hospitaliers, aux cliniques, aux permanences du MFPP. Très vite, à l'initiative du MFPP, de syndicats et d'organisations politiques, les associations féministes se remettent en marche pour défendre le droit des femmes à décider pour elles-mêmes au sein de la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception. La Fédération anarchiste en fait partie d'autant que des amies de Poitiers nous avaient apporté des informations très intéressantes sur les réseaux d'opposants à l'avortement et à la contracep-

17 JANVIER 1975

17 JANVIER 1977

La Loi sur l'Avortement

2 ANS APRES



BULLETIN

N° 4



CREONS DES COMITES DE CONTROLE DE LA LOI!

contraception avortement
1920 : les hommes font la loi
1974 : nous décidons nous mêmes



T'ES AU COURANT, POUR LA CONTRACEPTION ? J'EN SUIS PAS LÀ, JE SAIS PAS ENCORE FAIRE LES DIVISIONS AVEC DIVISEUR A DEUX CHIFFRES





tion. En référence aux actions menées aux USA (conduisant au meurtre de médecins), de nombreux groupes interviennent en action commando ou bien en opération sauvetage dans toute la France par le saccage de dossiers médicaux, par la destruction et la stérilisation de matériels et de médicaments, par des injures et propos culpabilisants, par des cantiques et des prières à l'intérieur des services : le Centre de liaison des équipes de recherches, participant aux entretiens pré-IVG sur fonds publics (Cler), les associations d'aide aux futures mères (Comité pour sauver l'enfant à naître, Femmes et enfants d'abord – Secours aux futures mères, Grossesse secours, Magnificat, Mère de Miséricorde, Provie, SOS futures mères), l'AOCPA (Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement), SOS Tout-petits (animé par Xavier Dor, lié au mouvement intégriste catholique de Mgr Lefebvre), la Trêve de Dieu (animée par Claire Fontana). La commission Femmes de la Fédération anarchiste produit alors une brochure *Avortement – contraception, on vous l'a déjà dit, on veut choisir* (1992) et organise une campagne fédérale avec débats, pour laquelle Cabu nous offre un dessin *Liberté à corps et à cris*, montrant une femme écartelée entre un catholique intégriste (pouvant représenter les religions en général), un militaro-fasciste, une bigote et un adepte du Ku Klux Klan. Cabu exprimait là la condition des femmes dont le corps et la sexualité sont un enjeu pour l'ordre moral. Les contre-manifes-

tations aboutissent, en janvier 1993, à la création du délit d'entrave à l'IVG, interdisant toute pénétration dans les services hospitaliers et tout stationnement aux abords des établissements de soins.

Dans la dernière décennie, le droit à l'avortement et à la contraception s'élargit un petit peu : cela ne veut pas dire que l'application s'étend car des mouvements contraires s'opposent, notamment les choix budgétaires imposent la fermeture des CIVG. Toutefois, en juillet 2001, la loi sur la contraception est réactualisée : l'autorisation parentale pour les mineures est supprimée et, en janvier 2002, la pilule du lendemain devient gratuite pour les mineures en pharmacie, la contraception devient gratuite pour les mineures de 15 à 18 ans en mars 2013 ; et la loi sur l'avortement subit des améliorations : l'entretien pré-IVG n'est plus obligatoire, l'objection de conscience est supprimée pour les chefs de services hospitaliers, l'avortement n'est plus inscrit au code pénal, il deviendra remboursé à 100 % en 2013. Le 4 août 2014, la notion de situation de « détresse » est supprimée pour les femmes qui décident d'avorter.

Les droits des femmes restent toujours fragiles et particulièrement le droit à l'avortement et à la contraception même quarante ans après la loi Veil. En Espagne, il a bien failli ne plus exister. Bon nombre de revendications n'ont pu aboutir et la situation actuelle des budgets hospitaliers et des services publics en génèrent d'autres. Les moyens accordés à l'ap-

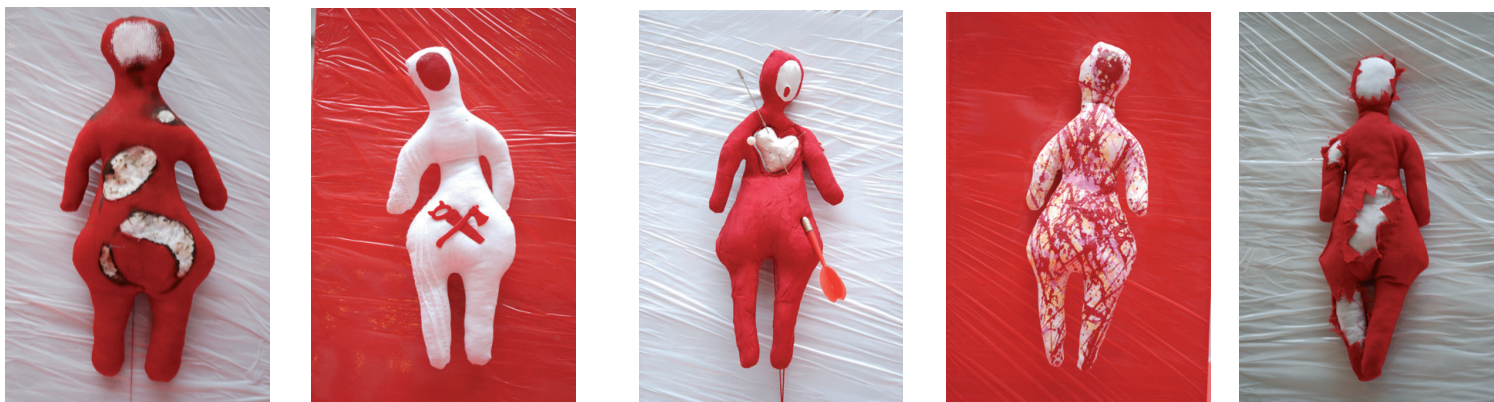
plication de ces droits mais aussi à l'information et à la prévention sont insuffisants. Ce sont les luttes qui ont permis d'arracher ces droits, autant au politique – Debré ne disait-il pas qu'il voulait une France peuplée de 100 millions d'habitants ? –, autant au religieux qui exigeait le devoir conjugal procréateur, autant au médecin qui affirmait par la voix de son ordre national qu'une femme n'est en bonne santé que si elle est mère. L'avortement et la contraception : ce sont des droits ! Bec et ongles, nous les défendrons ! On vous l'a déjà dit, on veut choisir ! **H.**

Bibliographie

- Castan Vicenter F., Marie-Thérèse Eyquem. *Du sport à la politique. Parcours d'une féministe*, L'Ours, 2009.
- Gauthier X., *Avortés clandestins*, Mauconduit, 2015.
- Hernandez H., « Celles de 14 », *Le Monde libertaire Hors-Série* n°57, sept.-oct. 2014.
- Picq F., *Libération des femmes, les années-mouvement*, Seuil, 1993.
- Radan K., *Une lutte, des luttes, des femmes en lutte*, in Commission Femmes de la Fédération anarchiste, *Avortement contraception, on vous l'a déjà dit, on veut choisir*, Brochure anarchiste, 1992.
- Ronsin F., *La Grève des ventres, Propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France 19^e-20^e siècles*, Aubier, Coll. Historique, 1980.
- Veil S., *Les hommes aussi s'en souviennent. Une loi pour l'histoire*, Stock, 2004.

220 000 IVG par an en France

Où sont les **hommes** ?



MÊME SI L'ACTIVITÉ SEXUELLE peut être présentée comme une rencontre entre partenaires à priori égaux, ceux-ci ne le sont pas face aux risques qui découlent de la rencontre. Ce pouvoir des femmes est reconnu par la loi : c'est à la femme de décider si elle désire ou non interrompre sa grossesse, les médecins sont les garants de l'authenticité comme du respect de cette décision. Un mari ou un partenaire ne peuvent ni imposer une IVG ni s'y opposer contre l'avis explicite de la femme enceinte.

La légalisation de l'avortement entretient, en France, des liens étroits avec la libéralisation de la contraception de sorte que la pilule, entendue exclusivement comme pilule féminine, ressort comme un élément important de la révolution contraceptive. Si la relation des hommes à la contraception est un thème peu investi par les sciences sociales, la recherche médicale ne s'en est pas saisie non plus.

Une enquête réalisée par l'Ancic¹ a été menée en 2010 auprès d'hommes confrontés à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) de leur partenaire afin de mieux connaître leur vécu et d'améliorer leur information et leur accueil dans les centres d'orthogénie. Elle vise aussi à améliorer les relations homme/femme face à l'IVG. Il est attendu à terme qu'une meilleure information de l'homme sur la contraception et l'IVG contribue à diminuer le recours à l'IVG en France.

Aborder l'IVG du point de vue du vécu subjectif des hommes apparaît comme une démarche novatrice. En effet, il existe très peu de travaux se proposant d'étudier cette question en raison notamment d'une grande difficulté pour identifier et recruter les partenaires sexuels impliqués dans une grossesse non souhaitée.

Les résultats de l'enquête confirment les hypothèses de départ. Les hommes sont isolés face à cet événement, un sur deux ne se confiant à personne (hors sa partenaire sexuelle). Pourtant, l'événement est considéré comme douloureux par un homme sur trois. La demande est réelle pour une meilleure prise en charge par les professionnels de santé. L'enquête a permis aussi de savoir que quatre femmes sur cinq se rendent seules, sans leur partenaire, dans un centre d'IVG et qu'elles sont donc aussi très isolées face à cet événement.

Pour les hommes, l'IVG peut être l'occasion de découvrir sa fertilité, celle de sa partenaire, de se questionner sur son souhait de paternité ou pas, de s'interroger sur les relations de couple qu'il souhaite vivre, de faire le point sur les méthodes de contraception, leur choix et qui en prend la responsabilité.

Aucune disposition légale n'existe pour les hommes et pourtant ils peuvent ressentir le besoin de s'informer sur le processus et les méthodes d'IVG ; ce peut être l'occasion de dialoguer sur les questions de fonctionnement des corps humains, masculin et féminin, de sexualité, de relations affectives.

Messieurs : à quand un opuscule sur « votre corps vous-mêmes » ? Nous avons toutes et tous à y gagner !

Elisabeth Claude

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission Femmes libres sur RL

1. <http://www.avortementancic.net/spip.php?article210>

Une gagnée, une en cours !

Deux luttes exemplaires pour le maintien de centres IVG de qualité

APRÈS QUATRE ANS DE LUTTE contre la fermeture, contre les intégristes catholiques, contre le manque de locaux et de personnel... enfin un vrai centre IVG à l'hôpital Tenon à Paris (XX^e) !

2009, ce fut l'année de la fermeture du centre IVG de cet hôpital de l'Est parisien. Aussitôt, un collectif large et unitaire, composé d'habitants du 20^e, de militantes et militants de partis, de syndicats, d'associations s'est constitué pour défendre ce CIVG : manifestations, pétitions se succèdent et, en 2011, le collectif se réjouit de la réouverture du centre. Une victoire exceptionnelle dans un contexte par ailleurs toujours dramatique : 180 CIVG ont été fermés en dix ans ! Le service public de santé est démantelé par la loi Bachelot. Au nom de la rentabilité, c'est le droit des femmes à avorter dans de bonnes conditions sanitaires qui est remis en cause. Dès la réouverture, le collectif doit reprendre la lutte, afin de s'opposer aux intégristes catholiques, qui viennent prier chaque mois aux portes de l'hôpital pour faire pression sur les femmes, les personnels hospitaliers et la population du quartier, espérant ainsi empêcher les avortements d'avoir lieu et faire passer leurs idées rétrogrades. Fin 2013, ces attaques se déplacent vers d'autres lieux.

En parallèle, le collectif continue à œuvrer afin que le CIVG soit un centre dédié, avec des locaux accessibles et regroupés, un personnel en nombre suffisant et formé et proposant le choix des méthodes d'avortement aux femmes. Une forte mobilisation a eu lieu le 3 octobre 2013 pour réclamer les conditions nécessaires à ce bon fonctionnement.

Enfin, le 25 octobre 2013, le nouveau centre a ouvert ! Avec des locaux réaménagés et refaits à neuf qui permettent d'accueillir les femmes dans un seul lieu, avec du personnel formé et attentif à l'écoute des femmes.

En quatre ans, la lutte a payé mais le collectif reste solidaire et a, par exemple, appelé à la manifestation du 4 février 2014, en solidarité avec les femmes espagnoles dont le droit à avortement était menacé.

Le site du collectif : <http://collectifivgtenon.wordpress.com>

La maternité des Lilas, et son CIVG, toujours en lutte pour sa survie !

La maternité des Lilas est un hôpital centré sur la prise en charge des femmes et des couples dans leurs parcours de vie : planification, conjugalité, éducation à la sexualité, accompagnement de la grossesse et de la naissance. Tout en assurant la sécurité sanitaire, l'équipe veut



permettre à la mère, au père, à l'enfant de prendre le temps de leur rencontre, de poser les actes d'une parentalité assumée ; le respect et l'écoute des femmes permettent une plus grande liberté dans leurs choix : position lors de l'accouchement, respiration, et autres demandes quant à la façon de mettre au monde son enfant et de l'accueillir.

La maternité des Lilas est un lieu militant qui a participé à toutes les luttes des femmes pour le droit à disposer de leurs corps, à poursuivre ou à interrompre une grossesse. La maternité des Lilas, c'est 150 salariés, 15 000 consultations, 1700 naissances, plus de 1000 IVG, en cinquante ans d'existence en Seine-Saint-Denis.

Elle est menacée par différentes décisions de l'ARS (agence régionale de santé) : refus de la reconstruction aux Lilas, puis projet de délocalisation dans une ancienne maternité d'un autre hôpital. Pendant ces quatre années d'hésitations, d'ordres et de contre-ordres, de changements de management, la situation de la maternité s'est dégradée, tant du point de vue financier que du point de vue des conditions d'exploitation. Après l'épisode avec le groupe Diaconesses - Croix-Saint-Simon, qui, en raison de ses liens avec l'Église catholique, voulait fermer le CIVG, une nouvelle gouvernance s'est mise en place, mais la fragilité est là. La délocalisation à Montreuil est abandon-

née mais rien d'autre n'est proposé. Le personnel souffre dans ces locaux mais pourtant les femmes et leurs proches sont toujours accueillis avec la même qualité. Heureusement, les inscriptions ne diminuent pas.

Alors que la maternité des Lilas est toujours en lutte pour sa survie, elle est passée tout près d'un dépôt de bilan fin octobre 2014. Le conseil d'administration, réuni pour statuer sur cette éventualité, a obtenu de la ministre de la Santé, in extremis et après des négociations difficiles avec l'ARS, qu'un délai soit donné pour élaborer un projet alternatif, et cela d'ici au 30 juin 2015. Pour les 40 ans de la loi Veil, pour défendre le droit fondamental à l'IVG, le collectif des usagers de la maternité des Lilas avait prévu d'organiser une soirée de soutien le 9 janvier 2015 aux Lilas, avec Arthur H., Clarika, Julie et moi, Sophie Darly, notamment. En raison de l'attentat contre Charlie Hebdo, le concert est reporté à une autre date. L'argent récolté sera reversé entièrement au collectif qui a lancé une campagne de financement participatif pour soutenir la reconstruction de la maternité.

Le site du collectif : <http://www.la-maternite-des-lilas-vivra.com>

Élisabeth

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission Femmes libres sur RL

Avortées clandestines



LE 15 JANVIER 2015, à deux jours des 40 ans de la loi autorisant l'avortement, les éditions du Mauconduit publient un livre de Xavière Gauthier: *Avortées clandestines*. Xavière, chercheuse au CNRS, a signé de nombreux ouvrages dont *Surréalisme et sexualité* (Gallimard, 1971), *Les Parleuses* avec Marguerite Duras (Editions de Minuit, 1974), *La Vierge rouge*, biographie de Louise Michel, et *Je vous écris de ma nuit*, correspondance générale de Louise Michel (éditions de Paris, 1999), *Naissance d'une liberté – Contraception, avortement: le grand combat des femmes au XX^e siècle* (Robert Laffont, 2002 et J'ai lu), et aussi *Rose saignée, La féline* (éditions des Femmes, 1974, et 2004), *Le Lit-clos et autres récits d'amour* (Belfond, 1988), *L'Herbe de guerre* (Syros, 1992) ou encore *La Hague, ma terre violente* (Mercure de France, 1981), cette terre où elle est née et qui est massacrée.

« Je me demandais comment certains avaient voulu, sciemment voulu, que des êtres humains de sexe féminin souffrent autant, comment certains les avaient torturées à plaisir, abandonnées, écrasées de leur mépris! Tant de douleur! Tant de désespoir! Une nuit, j'ai rêvé que mon sexe saignait, saignait... tandis qu'un couple de mes amis, catholiques fervents, bavardait auprès de moi. Je tentais de leur crier le mot: fausse couche, mais ils ne voulaient pas comprendre. Et je saignais... »

Avortées clandestines, ce sont les paroles de femmes qui parlent aujourd'hui parce que Xavière a su les écouter. Elles avaient 20 ans quand il était illégal d'avorter, dans les années 1960. Elles sont survivantes des avortements clandestins qui tuaient une à dix femmes par jour, en France. Ces témoignages

de douleur, de peur, de culpabilité aussi sont essentiels pour que « les jeunes générations mesurent la valeur de la légalisation de l'avortement et se mobilisent contre le retour de cette barbarie ». Cet ouvrage poursuit celui qu'elle avait écrit en 2002, *Naissance d'une liberté...*

« Quels objets les femmes s'introduisaient-elles dans le col de l'utérus? Les plus utilisés étaient les instruments de travail ou de beauté féminins: l'aiguille à tricoter, la baleine de parapluie ou de corset, l'épingle à cheveux. Tout ce qui passait quotidiennement entre les mains des femmes, dans la première partie du XX^e siècle. Puis, lorsque les modes et les travaux ont changé, on trouva aussi des bigoudis, des scoubidoues, des tuyaux d'aquarium, des piques (que les vendeuses utilisent pour marquer les prix). Certaines achetaient au noir des tuyaux de perfusion. Et toujours: des ciseaux, des fourchettes, des branches d'arbre, des tiges de lierre ou de persil, des os de poulet, du fil de fer, du fil électrique, un bout de bois. Tout ce qui tombait sous la main et qui pouvait s'enfoncer. De la tricoteuse à la secrétaire, les femmes détournaient leur outil de travail... »

Et pendant ce temps les Beatles et mai 1968. C'était hier. Comment comprendre? Il fallait raconter cette histoire. Merci Xavière pour ces 50 000 femmes qui meurent chaque année aujourd'hui dans le monde. Merci aussi pour les générations qui ont souffert et craint. Merci encore pour les générations qui n'ont pas connu ces atrocités et qui, si elles défendent avec énergie et combativité les droits des femmes, pourront les étendre à terme sur tous les continents.

Hélène

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission Femmes libres sur RL

AVIS AU PEUPLE !

Manifestation samedi 17 janvier 2015. 17 janvier 1975 - 17 janvier 2015, la loi sur l'avortement a 40 ans ! Manifestation nationale pour les droits des femmes. En 1975, on s'est battues, on a obtenu des nouveaux droits! En 2015, il est grand temps de reprendre la rue! En avant toutes: le 17 janvier 2015, 14h30 à Bastille! À l'appel de nombreuses associations, organisations syndicales et politiques.

Festival mondial des résistances

Apprend à écouter
pour construire ensemble



Guillaume

Communauté de Monclova,
le 29 décembre 2014

LE VOYAGE jusqu'à la communauté de Monclova, dans l'État de Campeche, a été long et difficile. Mais, finalement, nous arrivons à bon port, le dimanche 28 décembre 2014, à 20 heures, après plus de trente-deux heures de bus (au lieu de seize), une série de pannes, de longues attentes et de changements de véhicules. À notre arrivée, comme pour nous réveiller de cet interminable voyage sur les routes du Mexique, une pluie violente s'abat sur la communauté, et nous devons nous réfugier, précipitamment, sous une vaste structure de tôle et de béton envahie par les dizaines de duvets et de sacs à dos de ceux qui, déjà arrivés, s'appêtent à dormir. Du fait de ces retards conséquents, les passagers des bus 6 et 7 – dont je fais partie – ont raté la *compartición* du Congrès national indigène (CNI), elle-même perturbée par le climat capricieux qui règne ce jour-là dans cet endroit d'ordinaire baigné de soleil. Il m'est donc impossible d'en dire quoi que ce soit, même si j'imagine qu'elle fut, dans l'ensemble, similaire à celle de Xochicuautla, les délégués du CNI participant à toute la caravane du Festival.

La communauté de Monclova, rattachée à la municipalité de Candelaria, n'est pas une communauté autonome, mais elle n'en reste pas moins un îlot de résistance. Les

Mayas qui y vivent luttent depuis plusieurs années contre les tarifs exorbitants de l'électricité et la petite communauté se trouve être aujourd'hui l'un des hauts lieux du piratage des lignes électriques du pays. Dans ce combat social qui leur a fait tisser des liens avec les autres luttes indigènes du Mexique, les rebelles de Monclova ont connu la répression, la violence et comptent plusieurs prisonniers politiques. Ce n'est donc pas n'importe où que nous posons, à notre tour, nos sacs et nos duvets pour participer à cette seconde session de *comparticiones* de ce premier Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme.

Le lendemain de notre arrivée, lundi 29 décembre 2014, nous assistons aux *comparticiones* des invités du CNI, de la Sexta nationale et de la Sexta internationale. En raison de la pluie, qui refuse de s'arrêter, les échanges se déroulent sous le chapiteau d'un cirque, installé ici pour quelques jours et dont les organisateurs ont gentiment accepté d'héberger nos discussions. Les interventions des invités du CNI et de la Sexta nationale sont globalement semblables, parfois identiques, à celles tenues à Xochicuautla; la terre, l'autonomie politique et sociale, la répression, l'affirmation de la nécessaire marginalisation des partis



politiques ont été parmi les thèmes les plus évoqués – et que j’ai davantage relatés dans la correspondance précédente. En revanche, en ce qui concerne les prises de parole de la Sexta internationale, la différence par rapport à la première *compartición* est sensible : cette fois, les interventions sont nombreuses – plus d’une vingtaine – et la diversité géographique est réelle. La France et l’Italie sont les pays les plus représentés, suivis du Brésil et des États-Unis. La teneur des interventions reste néanmoins sensiblement la même : la lutte contre les grands projets inutiles, l’afolante montée de l’extrême droite, la destruction des droits des travailleurs, les occupations de terres et de logements, la corruption des appareils étatiques, la violence répressive (en cela l’intervention de camarades en provenance de Ferguson est édifiante), la nécessité du développement des réseaux de contre-information, etc. La colonisation israélienne et la résistance que lui opposent les Palestiniens ont également été évoquées, de même que la dure réalité du quotidien des Philippins, achevant de donner à la *compartición* de Monclova une dimension réellement internationale. De voir ainsi des connexions s’établir entre les luttes d’endroits si différents, si éloignés les uns des autres, ancrées dans des réalités si

diverses, est particulièrement enthousiasmant. Et donne tout son sens à l’existence de la Sexta internationale.

Loin d’être rébarbatives ou ennuyeuses, les ressemblances flagrantes qui existent entre les luttes et qui se manifestent dans les prises de parole ne font que renforcer l’expression d’un besoin urgent de convergence sociale et politique. Une convergence à construire à partir de ces similitudes, mais aussi, et surtout, à partir de nos différences : notre diversité culturelle, géographique et politique doit pouvoir être cette force capable de sortir nos résistances et nos rébellions du champ restreint dans lequel elles s’inscrivent aujourd’hui, et ce pour leur permettre d’embrasser un mouvement mondial et cohérent d’insurrection contre le capitalisme et les États. Néanmoins, soyons honnêtes, si ces échanges sont réellement stimulants, il est tout de même difficile de ne pas sortir épuisé de ces *comparticiones*, surtout pour ceux dont le castillan n’est pas la langue maternelle. Et quand les interventions se suivent et se ressemblent, on ne peut s’empêcher de sentir parfois pointer en soi un petit agacement. Mais, au final, c’est un effort et un exercice intéressants. Les zapatistes affirment depuis longtemps déjà qu’il est impératif d’apprendre à écouter, sinon la

construction du « nous », indispensable à l’émergence d’une lutte globale et collective, est inenvisageable. Pour les peuples indigènes du Mexique, la parole est sacrée, car centrale dans l’organisation de la vie sociale. Ne pas faire l’effort de l’écouter, de l’accueillir, même lorsqu’elle est répétitive, c’est, quelque part, mettre à mal un fonctionnement collectif sain, basé sur la discussion, l’échange entre tous et toutes.

La nuit tombée, la *compartición* de Monclova se clôt sur une nouvelle prise de parole de la délégation des parents des disparus d’Ayotzinapa, qui se voient remettre un cadeau, un tableau représentant la Vierge sur lequel est écrit : « *Même la Mère dit : y en a assez !* » Après cette intervention, toujours aussi émouvante et terrible, place à la fête, sans laquelle, ici, au Mexique, malgré un quotidien souvent effroyable, on ne conçoit pas la lutte. Un aspect qui n’aurait pas manqué de plaire à l’anarchiste russe Emma Goldman, qui écrivait : « *Si je ne peux pas danser, je ne veux pas être dans votre révolution.* » **G.**

D’autres infos sur : www.ceuxdenbas.blogspot.fr.

Festival mondial des résistances

Intervention de la FA



COMPAÑEROS ET COMPAÑERAS, bonjour.

Nous autres militants de la Fédération anarchiste de France voulons d'abord remercier le Congrès national indigène et l'Armée zapatiste de libération nationale pour ce premier Festival mondial anticapitaliste. Remerciements, aussi, aux communautés de San Francisco Xochicuautla et de Monclova pour l'hospitalité.

Nous autres anarchistes de la Fédération anarchiste luttons contre le capitalisme et contre tous les États de tout type pour construire une société de liberté et de bien vivre, fondée sur la solidarité, l'entraide et l'autonomie collective. Actuellement en France, nous luttons contre les violences policières après la mort de notre camarade Rémi Fraisse, assassiné par la gendarmerie le 26 octobre 2014 dans le sud de la France. Nous luttons aussi contre la destruction des droits des travailleurs organisée par un gouvernement prétendu socialiste et contre les grands projets inutiles qui, comme les aéroports ou les barrages, détruisent la nature. Dans ce combat social, nous devons également affronter le terrible développement de l'extrême droite et des fascismes, en France

et en Europe, ses idées et ses pratiques violentes à l'encontre des migrants et des militants du mouvement social.

Si la Fédération anarchiste de France est présente ici, à ce premier Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme, c'est parce que les luttes indigènes du Mexique sont, pour nous, très importantes. Elles montrent la viabilité de l'autonomie et de l'auto-organisation des luttes dans le combat global contre le monde de dépossession, d'exploitation et de violence du capital. Elles sont aussi importantes pour l'élaboration permanente de notre pensée anarchiste, qui se doit d'être une pensée en mouvement, ouverte aux autres formes de lutte, aux autres cultures et cosmologies.

Aujourd'hui, un grand espoir vient des peuples du Mexique en résistance. Merci, donc, à tous et à toutes, pour vos luttes, et vive la révolution sociale!

Fédération anarchiste

San Francisco Xochicuautla, le 22 décembre 2014

Monclova, le 29 décembre 2014

Daesh ou la construction d'un nouveau mythe



Anarchistes turcs en soutien aux révolutionnaires kurdes contre Daesh.

ET SI L'ÉTAT ISLAMIQUE (Islamic State of Syria and Irak) était autre chose que ce que l'on nous présente à longueur de temps dans les médias, ni moins terrible, ni moins sanglant, juste autre chose avec laquelle nous allons être obligés de vivre encore longtemps ? Daesh n'est pas un accident de l'histoire, mais le fruit de cette histoire. Aussi horrible, aussi meurtrier, aussi sanglant que tout ce qui s'est passé dans cette région du monde depuis cinquante ans. Il utilise les mêmes armes, les mêmes moyens que lors de la guerre Iran-Irak, que Saddam Hussein à Halabja, que la liquidation du camp de Sabra et Chatila au Liban sous le regard « neutre » de l'armée israélienne, etc.

Le califat, hier et aujourd'hui

À l'origine, le calife était un successeur du prophète Mohammed. Ce titre incarne dans l'imaginaire musulman l'âge d'or de l'islam conquérant et créateur. Sous le pouvoir ottoman vint le sommeil. Un calife rassemble en sa main les pouvoirs spirituels et temporels. Tout musulman lui doit obéissance. Abou Bakr al-Baghdadi s'est proclamé calife en juin 2014 de cet État islamique en Irak et en Syrie, plus souvent nommé Daesh.

Ce Daesh est l'héritier et le successeur des régimes qui l'ont précédé dans cette région du monde. C'est en cela qu'il menace et séduit. Il m'a paru pertinent de reproduire à ce sujet une analyse trouvée en ligne (<http://dndf.org>). « L'État islamique n'est pas un retour archaïque, fruit de rapports sociaux en décompo-

sition, mais une entité politique en adéquation avec l'époque et le milieu qui l'ont produite : c'est l'État dénationalisé en personne [...] en tout point digne de succéder à la « nation arabe » » comme acteur social et géopolitique. Le rêve nationaliste arabe a vécu. Après avoir été incarné un temps par Nasser et sa République arabe unie, il a disparu. L'idée va être brandie de nouveau, plus tard par Kadhafi avec le succès que l'on sait. Aujourd'hui, le Califat renoue avec cette espérance, mais hors diplomatie. Il renoue avec le mythe de la conquête arabe. Il offre l'espoir et la possibilité de se battre pour un monde meilleur à une jeunesse désemparée. Il emprunte ses moyens, ses façons d'agir aux régimes qui l'ont précédé. La violence et l'horreur des combats et des répressions internes et externes dans et entre les États de cette région du monde semblent bien avoir été oubliées par notre Occident replié sur ses certitudes.

Quel avenir pour l'Etat islamique ?

Il aura fallu les exécutions spectaculaires de quelques Américains survenues après l'effroyable annihilation des communautés yézidiennes, héritières du zoroastrisme, pour que les USA se décident à intervenir directement tant en Syrie qu'en Irak. Tous les commentateurs s'unissent pour dire que si ces bombardements arrêtent l'expansion islamique, sans intervention au sol, Daesh ne reculera pas. De cela, il n'est pas question. Les interventions en Irak contre Saddam Hussein des Bush père et fils ont débouché

sur une catastrophe tant humaine que financière, tant d'un côté que de l'autre. Les derniers chiffres indiquent que plus de 2 000 milliards de dollars ont été dépensés en vain. Il y aurait eu près d'un million de morts du côté irakien, 2 000 Américains y sont morts et plus de 320 000 furent blessés.

En adaptant sa stratégie, Daesh a encore de beaux jours devant lui. En face, les forces kurdes vont pouvoir au mieux repousser quelques offensives et sécuriser leurs territoires. L'armée irakienne n'existe plus que sur le papier. En Syrie, l'État d'Assad est bien trop occupé à se battre sur le front intérieur pour faire face. La propagande islamiste va pouvoir utiliser les bombardements américains pour montrer que le combat de Daesh est aussi contre le capital international, contre la modernité, etc. Au Moyen-Orient les frontières, héritées du démantèlement de l'Empire ottoman, n'ont plus aucun sens. Le nouvel État comme bien d'autres avant lui est en train de se forger les siennes. La seule question est de savoir combien de temps il faudra à la communauté internationale pour les reconnaître. Si d'aventure il disparaissait du fait de contradictions internes, Daesh laisserait la place à une formidable chanson de geste pleine de bruit et de fureur. Imbibé de sang et de violence, il aurait montré à la face du monde qu'un autre avenir était possible pour tous ceux qui se sentent rejetés du fait de leur religion.

Pierre Sommermeyer

RADIO LIBERTAIRE

Vendredi 16 janvier

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres.** Maxime Lachaud vient de publier une nouvelle anthologie, *Redneck Movies: Ruralité et dégénérescence dans le cinéma américain* aux éditions Rouge Profond.

Samedi 17 janvier

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** Luttons et actualités sociales

Lundi 19 janvier

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.** Marc Dufumier, agronome qui préconise l'agro-écologie, pour son récent *50 idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation.*

Mardi 20 janvier

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** Roger Lenglet vient en direct nous faire part de son enquête sur les gros intérêts financiers, les petits secrets et l'effroyable usage en voie de généralisation des nano-toxiques.

Mercredi 21 janvier

14:00 > 16:00 **Des cailloux dans l'engrenage.** Invité Yves de Jazzlib.

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Xavière Gauthier vient de publier *Avortées clandestines* aux Editions Mauconduit : elle a écouté les voix bouleversées de ces femmes qui avaient vingt ans dans les années 1960. Elles sont les survivantes des avortements clandestins qui tuaient une à dix femmes par jour, en France, avant la loi Veil.

Fusillade

à « Charlie Hebdo »



LA FÉDÉRATION ANARCHISTE apprend avec horreur la tuerie perpétrée dans les locaux du journal satirique Charlie Hebdo, qui a laissé 12 morts et 11 blessés.

Nous partageons l'émoi, l'indignation, et la peine des familles, des amis, des collègues après ce crime odieux. Parmi les victimes, certains ont contribué un temps au Monde libertaire et, si nos positions ont pu diverger par la suite, ils resteront au souvenir de nombreux camarades.

Cet attentat doit nous rappeler que l'obscurantisme religieux comme politique est meurtrier.

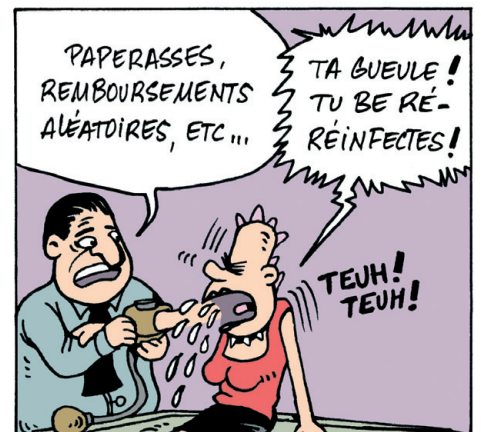
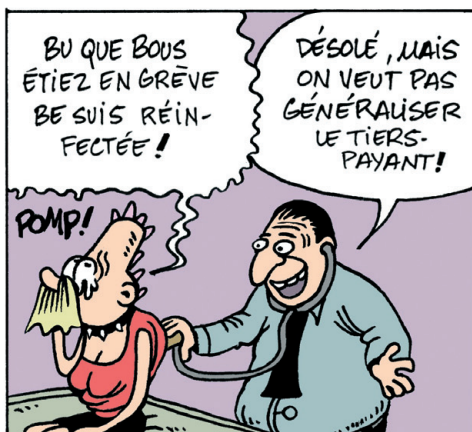
Nous condamnons les assassins, mais nous restons également vigilants face aux réactions de l'extrême droite ou au dispositif policier de l'État.

Nous continuerons à combattre l'oppression, l'autoritarisme et l'intolérance, qu'ils se cachent derrière la religion, la nation ou l'ordre sécuritaire.

Fédération anarchiste

7 janvier 2015

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jeudi 15 janvier

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Lucien Thomas autour de son roman historique *Louise Michel. La guerre à la misère* (Éditions de la rue, 2014). En s'appuyant sur un sérieux travail d'archives, l'auteur nous fait découvrir le passionnant parcours de cette révolutionnaire anarchiste. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine. cybertaria. org Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 16 janvier

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo. Salut à toutes et à tous! Les rendez-vous blues du vendredi soir vont, comme de bien entendu, recommencer avec cette nouvelle année que nous espérons moins pire que l'autre! On commencera donc (sic!) par un concert de BB King (2003) avec Jeff Beck comme invité. Histoire d'effacer de nos mémoires les dernières prestations canadiennes de BB! Ben voilà, toujours à 19h30, dans les mêmes conditions, en *todos aspectos!* Au 16 janvier prochain, donc et avec Blues en liberté de Radio libertaire. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 17 janvier

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Joaquim Serrat autour de son livre *Chemins d'espoir et d'exil* (Les Editions libertaires). «*Fils de réfugiés espagnols, le nom de Franco a résonné dans mon corps d'enfant durant de longues années d'exil. Mais c'est uniquement au crépuscule de leur vie que mon père et ma mère ont accepté d'ouvrir leur mémoire au*

public. J'ai passé de longs mois à les écouter, écrire, lire et relire avec eux cette banale et en même temps extraordinaire épopée démarrée en 1933 dans un village de la province de Teruel, pour se terminer en 1945 dans le Berry». Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot.

Mercredi 21 janvier

Paris XI^e

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la projection de *Je demande la parole*, première partie du documentaire *Un autre futur* de Richard Prost qui retrace l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol, des origines jusqu'à la mort du «*caudillo*» en 1975. *Je demande la parole* est consacré aux origines de la CNT, les luttes ouvrières, les approches de la transformation sociale. Organisé par le groupe Commune de Paris de la FA. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 24 janvier

Paris XVIII^e

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, première séance du cycle «*Histoire et sociologie de la démocratie représentative*», conférence-débat sur le thème de «*L'appropriation-imposition de l'élection, ou comment les citoyens sont devenus électeurs*», à La Rue, 10 rue Robert-Planquette.

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Olivier Le Cour Grandmaison autour de son livre *L'Empire des Hygiénistes. Vivre aux colonies* (Fayard). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Dijon (21)

De 15 heures à 19 heures. Débat, exposition, diaporama à la librairie Blak market, autours de la pratique libertaire du sport. Avec Wally Rosell qui a participé au livre *Éloge de la*

passé et du Monde libertaire hors série «*De l'autre côté du sport*». 21, rue Berbisey.

Mercredi 4 février

Marseille (13)

19 heures. Conférence-débat précédée de la projection du documentaire de Nicolas Eprendre, *Elisée Reclus, la passion du monde*. Avec Nicolas Eprendre, réalisateur, Philippe Pelletier, géographe, Ronald Creagh, sociologue et historien et Jean-Pierre Lanfrey, modérateur. Théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré.

Samedi 7 février

Paris XVIII^e

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, seconde séance du cycle «*Histoire et sociologie de la démocratie représentative*», conférence-débat sur le thème de «*La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires*», à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

L'ÉCOLE DE LA RUE

Cycle de conférences-débats «*Histoire et sociologie de la démocratie représentative*».

24 janvier 2015, 16 heures. Séance 1 : l'appropriation-imposition de l'élection ou comment les citoyens sont devenus des électeurs

7 février 2015, 16 heures. Séance 2 : la professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires

À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris (XVIII^e).

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org.



SAMEDI 17 JANVIER 2014

**Manifestation pour les
droits des femmes**

FACE AUX COMPORTEMENTS SEXISTES



**RENDONS
COUP POUR
COUP**



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

14 h 30

à Bastille - Paris